

CONVENTION DE COFINANCEMENT **D'ETUDES**

Caisse des Dépôts – Brest métropole
NPNRU Brest – **quartier de Recouvrance (PRIR)**

Entre :

La **Caisse des dépôts et consignations**, établissement spécial créé par la loi du 28 avril 1816 codifiée aux articles L.518-2 et suivants du code monétaire et financier, dont le siège est sis 56, rue de Lille 75007 Paris, représentée par Gil Vauquelin en sa qualité de directeur régional, dûment habilité à l'effet des présentes en vertu d'un arrêté portant délégation de signature de Monsieur le Directeur Général en date du 29 janvier 2017.

ci-après indifféremment dénommée la « CDC » ou la « Caisse des dépôts » d'une part,

et :

Brest métropole, dont le siège social est situé 24 rue Coat ar Gueven, 29200 Brest, représentée par M. François Cuillandre, Président, dûment habilité aux fins des présentes en vertu de la délibération du Conseil de la métropole du 4 octobre 2019, n° C-2019-10-...

ci-après dénommée « le Bénéficiaire »

ci-après désignées ensemble les « **Parties** » et individuellement une « **Partie** ».

IL A ÉTÉ EXPOSÉ CE QUI SUIT :

Le projet NPNRU de Brest

Nouveau Programme National de Renouvellement Urbain

La loi de programmation pour la ville et la cohésion urbaine du 21 février 2014 a permis de renouveler le cadre de la politique de la ville. Cette loi permet, dans le cadre du contrat de ville, de concevoir un projet territorial intégré à l'échelle des agglomérations, autour de trois piliers : la cohésion sociale, le renouvellement urbain et le développement économique et l'emploi.

Cette loi a instauré le nouveau programme national de renouvellement urbain (NPNRU), porté par l'Agence Nationale de la Rénovation urbaine (ANRU). Ce programme est un des leviers pour engager l'aménagement et la requalification, sur la période 2014-2024, de certains des quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Pour la métropole brestoise, les secteurs d'intervention relevant du NPNRU sont ceux de Bellevue et de Recouvrance. Ainsi, en décembre 2014, Bellevue a été retenu comme projet d'intérêt national, et en avril 2015, Quéliverzan-Pontaniou-Recouvrance, sur proposition du Préfet de la région Bretagne, a été retenu comme projet d'intérêt régional.

Par délibération n° C2015-10-173 en date du 13 octobre 2015, le Conseil de la métropole a approuvé le protocole de préfiguration, signé en dernière date le 15 décembre 2016. La mise en œuvre du programme d'études de ce protocole a permis pour les deux quartiers de préciser les orientations stratégiques, de définir les projets urbains opérationnels et les moyens d'ingénierie à mobiliser, ainsi que les engagements financiers des partenaires.

Le projet NPNRU multisites de Bellevue et Recouvrance qui en résulte s'appuie sur les concertations menées depuis 2017 avec les habitants de chacun des deux quartiers.

Ce projet global, et sa déclinaison par quartier, a été validé par le Comité d'Engagement de l'ANRU du 13 juin 2019, ce qui permet d'engager dès à présent les projets déjà opérationnels et de finaliser la convention ANRU qui est le cadre contractuel et pluriannuel de mise en œuvre et de financement des projets.

Le quartier concerné et les problématiques à traiter

Le projet urbain de Recouvrance Rive Droite, c'est avant tout un projet urbain global qui s'inscrit dans la démarche « Cœur de métropole » et qui se combine avec les autres démarches en cours (Capucins, OPAH RU, développement économique, actions du Contrat de Ville et d'animation des quartiers)

Trois grands enjeux ont été confirmés :

Renforcer l'attractivité du quartier et améliorer son image en travaillant les effets leviers sur ses composantes les plus fragiles qui sont aussi les plus emblématiques : actions sur l'habitat, sur l'économie et le commerce, et le développement social.

Permettre de sortir du « tout logement privé social de fait » dans le cœur de Recouvrance sur la base de partenariats déjà construits et par des actions volontaristes de diversification sociale et urbaine. (dont l'OPAH RU multisites en cours)

Repositionner le quartier sur le plan urbain, économique et social en consolidant les coutures urbaines pour prévenir les décrochages en termes d'image, d'usage et de diversité sociale :

- résorption de l'habitat dégradé ou indigne,
- résorption de la précarité énergétique
- amélioration de l'offre en équipements et services publics de proximité et métropolitains
- restructuration d'espaces publics majeurs situés en position de pivot par rapport au Tramway, aux Capucins et à la Penfeld,
- inscription des cheminements actifs dans le système des parcs brestois à l'échelle du cœur de la métropole.

Pour servir ces enjeux, le projet urbain se fixe les objectifs suivants :

Ouvrir et articuler le quartier de Quéliverzan–Pontaniou–Recouvrance avec les rives de Penfeld, la ZAC et les Ateliers des Capucins, le Parcours d'Interprétation du Patrimoine...

- En combinant les dispositifs et les projets pour retrouver le « Grand Recouvrance »
- En retravaillant en profondeur les fonctions d'un quartier composite pour l'ancrer au cœur de la métropole dans un rapport d'équilibre, voire d'équité, avec la rive gauche

Améliorer l'attractivité résidentielle et « l'envie de quartier » :

- Crédibiliser des choix résidentiels dans un parc privé encore stigmatisé et trop fréquemment « social de fait »
- Contribuer à faire émerger une offre nouvelle d'activités par des interventions ciblées dans les cœurs d'îlots ou sur les locaux commerciaux vacants
- Poursuivre la mise en œuvre des dispositifs d'amélioration des services à la population, de l'innovation économique et d'appui aux actions associatives

Recomposer le quartier : conforter un vrai lieu de vie

- Recomposer les espaces et réseaux publics en travaillant les partenariats entre initiatives publiques et résidentielles
- Confirmer le rôle de pivot du secteur de Quéliverzan dans la trame urbaine, notamment par l'urbanisation de l'îlot-charnière de Nungesser (hors future convention ANRU) entre Quéliverzan et les Capucins

Le projet urbain de Recouvrance Rive Droite prévoit des interventions dans au moins 4 secteurs prioritaires :

- Quéliverzan : la future entrée nord de la rive droite de Brest avec les Capucins et Nungesser
- Pôle Vauban : l'actualisation de l'offre des services aux habitants de demain
- Halles – Maissin – Prat Lédan : consolider les acquis en termes de redynamisation économique et sociale des lieux et agir en faveur du « mieux vivre » en cœur de quartier
- Place de la Recouvrance : redynamiser l'entrée emblématique de la rive droite

Programme de l'étude

Le diagnostic « Commerce » mené dans le cadre du protocole a fait émerger quatre problématiques économiques et commerciales :

- Le nord du périmètre d'étude dispose de toute évidence d'un fort potentiel de développement économique et commercial du fait de sa visibilité sur les flux, de sa parfaite accessibilité, de la présence des Capucins et des orientations de projet qui permettront de (re)mettre en scène cette pièce urbaine dont la fonction au cœur de la ville et de la métropole ne demande qu'à être clarifiée.
- Le secteur des Halles de Recouvrance connaît contre toute attente un regain spectaculaire de son attractivité du fait de la conjonction d'intérêts publics et privés qui ont permis, dans le cadre de l'OPAH RU 2010-2015 de réanimer un lieu fondamental pour la vie de quartier. Fragilisé par des usages incivils, le projet s'attachera à prévenir les détournements d'usages par quelques actions ciblées en termes d'urbanisme préventif tout en épaississant cette polarité avec le secteur de Prat Lédan.
- La Place de la Recouvrance et la rue de la Porte concentrent l'essentiel des problématiques de déprise commerciale (~35% de vacance). Inspiré par le test concluant du Haut Jaurès sur la rive gauche de Brest, les conditions de la transposition du dispositif de pépinière urbaine est posé pour Recouvrance.

- Les potentiels de réactivation économique de quelques cœurs d'îlot de Recouvrance et les perspectives d'évolution du secteur de Quéliverzan laissent entrevoir des perspectives de stimulation de l'activité économique, artisanale ou commerciale qu'il s'agit d'approfondir.

Objectif « cœurs d'îlots »

L'objectif est d'étudier les possibilités de conversion de la situation de déprise commerciale et de dégradation d'un grand nombre de cœurs d'îlots en une véritable opportunité pour « réveiller » un quartier aujourd'hui enfermé dans sa vocation presque exclusivement sociale et résidentielle. Il s'agit bien ici de compléter les actions de renouvellement urbain et de politique sociale par un encouragement aux habitants, souvent en grande difficulté pour accéder à un travail salarié, à développer leurs propres activités économiques. De telles actions contribueront à redonner à Recouvrance-Rive Droite les qualités des faubourgs préindustriels traditionnels dans lesquels les habitants avaient la possibilité de créer des solidarités autour du développement d'activités, le plus souvent artisanaux.

Objectif « locaux d'activités » au pied des tours de Quéliverzan

Il s'agit de saisir l'opportunité de compléter un dispositif urbain, économique et commercial amorcé par la ZAC des Capucins, par la création d'une offre complémentaire à destination des actifs de ces nouveaux lieux et en captation des flux très importants desservis par une accessibilité parmi la plus efficace du cœur de la métropole.

Eu égard au potentiel des lieux, l'objectif est d'étudier la faisabilité de créer une offre crédible de locaux économiques singuliers qui compléteront utilement l'ambition architecturale des réhabilitations lourdes prévues par ailleurs par le bailleur à l'échelle des 400 logements de Quéliverzan, et qui s'inscriront en encadrement de la future place publique prévue par le projet NPNRU, un espace protégé des flux motorisés, à la fois de rencontre, de déambulation et de consommation en belvédère sur la ville et la Penfeld.

Objectif de réactivation économique de la Place de la Recouvrance

Initié dans le Haut Jaurès à Brest, qui fait face à un contexte similaire de déprise commerciale, l'étude prévue va permettre d'établir les conditions d'une transposition sur la Place de la Recouvrance du dispositif de pépinière urbaine qui vient de démontrer sa pertinence, avec l'objectif de créer les conditions d'une alternative crédible au strict commerce de proximité dont les limites ont sans doute été atteintes pour un temps.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIT :

Article 1 : Objet de la Convention

La présente convention et ses annexes (ci-après la « **Convention** »), ont pour objet de définir les modalités pratiques et financières du partenariat entre la CDC et le Bénéficiaire pour la réalisation d'une étude **de développement économique concernant les cœurs d'îlots et les pieds des tours du secteur de Quéliverzan**, ci-après désignée l'« Etude », dont le projet de cahier des charges est porté en annexe 1.

Article 2 : Modalités de réalisation de l'Etude

2.1 Collaboration entre les Parties

Le Bénéficiaire est le maître d'ouvrage et le seul responsable de la réalisation de l'Etude. Il prend à sa charge la relation avec un éventuel prestataire (ci-après, le « **Prestataire** ») et en informe la CDC dans le cadre **d'un comité de suivi** de l'Etude visé à l'article 2.2.1 (ci-après le « **Comité de Suivi** »).

Dans la mesure où la réalisation de l'Etude est confiée au Prestataire, celui-ci sera sélectionné par le Bénéficiaire dans le respect des dispositions légales et réglementaires applicables à la commande publique.

A l'issue du processus de sélection, le Bénéficiaire informera à bref délai la CDC de l'identité du Prestataire retenu.

Le Bénéficiaire s'engage à conclure toute convention utile pour la réalisation de l'Etude et l'obtention de la propriété intellectuelle de l'ensemble des droits qui y sont attachés, aux fins de leur cession, telle que prévue à l'article 6 [*Communication et Propriété intellectuelle*] ci-après.

A ce titre, le Bénéficiaire prend à sa charge le versement de la rémunération du Prestataire.

2.1. 1- Comité de Suivi

Les Parties conviennent de réunir un **Comité de Suivi** dont le rôle est de s'assurer de la bonne réalisation de l'Etude.

Le **Comité de Suivi**, présidé par le représentant légal du Bénéficiaire, sera composé de représentants des co-financeurs de l'Etude.

L'organisation et le secrétariat du **Comité de Suivi** sont réalisés par le Bénéficiaire.

Le **Comité de Suivi** se réunira dans les 30 jours (hors période de congés d'été et de Noël) suivant la remise du rapport final constituant l'Etude, telle que visée à l'article 2.2 [*Résultats de l'Etude et Calendrier*] ci-après.

2.1.2- Suivi de l'Etude

La CDC sera associée à la réalisation de l'Etude selon les modalités suivantes :

- le Bénéficiaire tient régulièrement informée la CDC de l'avancée des travaux de l'Etude et lui transmet pour information les travaux intermédiaires de l'Etude et le rapport final constituant l'Etude, tels que visés à l'article 2.2 ci-après,
- la CDC sera conviée à la réunion du **Comité de Suivi** aux fins de transmission des remarques et préparation de la validation, par le Bénéficiaire, des travaux finaux de l'Etude précités.

En outre, le Bénéficiaire accepte que les modalités de réalisation de l'Etude puissent donner lieu à une évaluation par la CDC ou par tout organisme mandaté par elle.

2.2 Résultats de l'Etude et Calendrier de réalisation

Les résultats attendus et le calendrier de l'Etude sont précisés à l'annexe 1.

Outre ces résultats, l'Etude donnera lieu à la réalisation des travaux suivants :

- Le rapport final constituant l'Etude qui sera remis à la CDC au plus tard le **30 juin 2021**, et qui fera l'objet d'une présentation au **Comité de Suivi**.

L'ensemble des résultats de l'Etude, les éventuels rapports intermédiaires et le rapport final sont ci-après désignés ensemble les « **Livrables** ».

Les Livrables devront être transmis à la Caisse des Dépôts à l'adresse suivante :

Caisse des dépôts et consignations,
Direction Régionale Bretagne – Antenne Ouest Bretagne
245, cours Aimé Césaire 29200 BREST
A l'attention de Roland Picot

Article 3 – Responsabilité et assurances

3.1 Responsabilité

L'ensemble des actions menées dans le cadre de l'Etude est initié, coordonné et mis en œuvre par le Bénéficiaire qui en assume l'entière responsabilité. De plus, les publications et bilans issus de l'Etude (notamment publication sur Internet et publication papier) seront effectués sous la responsabilité éditoriale du Bénéficiaire.

Il est expressément précisé, dans cette perspective, que la Caisse des Dépôts ne saurait assumer ou encourir aucune responsabilité dans le cadre de l'utilisation, par le Bénéficiaire, de son soutien dans le cadre de l'Etude, notamment pour ce qui concerne les éventuelles difficultés techniques, juridiques ou pratiques liées à l'activité du Bénéficiaire.

Le Bénéficiaire s'engage notamment à respecter l'ensemble des dispositions légales et réglementaires applicables aux actions qu'il entreprend et notamment procéder, le cas échéant, aux déclarations nécessaires auprès de la CNIL conformément à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978.

Les Parties conviennent que le Prestataire est entièrement responsable de l'exécution de l'Etude et de l'ensemble des travaux y afférent.

En conséquence, le Bénéficiaire ne pourra rechercher la responsabilité de la CDC en cas de mauvaise exécution de l'Etude.

Le Bénéficiaire s'engage à respecter, le cas échéant, les règles légales et réglementaires applicables à la commande publique.

3.2 Assurances

Le Bénéficiaire s'assure que le Prestataire bénéficie d'une assurance responsabilité civile générale couvrant de manière générale son activité pendant toute la durée de l'Etude. Le Bénéficiaire s'engage à ce que la Prestataire maintienne cette assurance et puisse en justifier à la Caisse des dépôts à première demande.

Article 4 - Modalités financières

Le coût total de réalisation de l'Etude menée par le Bénéficiaire s'élève à **170.000 € HT (cent soixante-dix-mille euros hors taxe)**, soit 204 000 € TTC.

4.1- Montant de la subvention de la Caisse des Dépôts

Au titre de la présente Convention, la CDC versera une subvention d'un montant maximum total de **102 000 € (cent-deux-mille euros), représentant 50 % du montant** TTC de l'étude.

4.2 Modalités de versement

La subvention sera versée selon les modalités suivantes:

- **51.000 euros** à la signature de la présente Convention,
- **51.000 euros** à la présentation de l'Étude finalisée au **Comité de Suivi**, telle que visée à l'article 2.3.

Ce montant couvre l'intégralité de la subvention versée par la Caisse des Dépôts au titre de la présente Convention.

Ce montant est ferme et représente **50%** du coût total de l'Étude, dont le budget total prévisionnel avec mention de tous les partenaires et de leur pourcentage de financement figure en annexe 3 de la présente Convention.

Il est expressément entendu entre les Parties que le solde du budget total prévisionnel de l'Étude est pris en charge par le Bénéficiaire ou par les autres partenaires éventuels du Bénéficiaire.

La Caisse des Dépôts versera au Bénéficiaire le montant de la subvention, après réception des appels de fonds, accompagnés d'un RIB du compte ouvert au nom du Bénéficiaire, envoyés par le représentant habilité du Bénéficiaire, et mentionnant en référence le numéro Lagon de la Convention, aux coordonnées suivantes :

*Caisse des Dépôts
Direction de l'exécution des opérations financières, Caissier général DEOFF2
Plateforme d'exécution des dépenses
56, rue de Lille
75356 Paris 07 SP*

Le règlement de la subvention sera effectué, par virement bancaire, sur le compte du Bénéficiaire dont les coordonnées bancaires devront avoir été préalablement transmises à la Caisse des dépôts.

4.3. Utilisation de la subvention

La subvention versée par la CDC, telle que visée ci-dessus, est strictement réservée à la réalisation de l'Étude, à l'exclusion de toute autre affectation.

En cas de non-respect de cette obligation, le montant de la subvention dont l'emploi n'aura pu être justifié, fera l'objet d'un reversement à la CDC sur simple demande de cette dernière.

Article 5 – Évaluation de l'Étude

La Caisse des Dépôts se réserve le droit de vérifier, à tout moment, la bonne utilisation de la subvention et pourra demander au Bénéficiaire tout document ou justificatif. Dans cette perspective, le Bénéficiaire

accepte que les modalités de réalisation de l'Etude puissent donner lieu à une évaluation par la Caisse des Dépôts ou par tout organisme dûment mandaté par elle.

Article 6 : Confidentialité

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect de la confidentialité des informations et documents concernant le groupe Caisse des Dépôts, de quelle que nature qu'ils soient et quels que soient leurs supports, qui lui auront été communiqués ou dont il aura eu connaissance lors de la négociation et de l'exécution de la Convention, sous réserve des informations et documents transmis par la Caisse des Dépôts aux fins expresses de leur divulgation dans le cadre de l'Etude.

L'ensemble de ces informations et documents est, sauf indication contraire, réputé confidentiel.

Le Bénéficiaire s'engage à veiller au respect par ses préposés et sous-traitants éventuels, de cet engagement de confidentialité.

Sont exclues de cet engagement :

- les informations et documents qui seraient déjà dans le domaine public ou celles notoirement connues au moment de leur communication,
- les informations et documents que la loi ou la réglementation obligent à divulguer, notamment à la demande de toute autorité administrative ou judiciaire compétente.

La présente obligation de confidentialité demeurera en vigueur pendant toute la durée de la Convention et pour une durée de deux (2) années à compter de la fin de la Convention, quelle que soit sa cause de terminaison.

Article 7 – Communication - Propriété intellectuelle

7.1 Communication

Le Bénéficiaire s'engage à apposer ou à faire apposer en couleur, le logotype de la Caisse des Dépôts, tel que visé ci-dessous, et à faire mention du soutien de la Caisse des Dépôts à la réalisation de l'Etude, sous une forme qui aura reçu l'accord préalable et écrit de celle-ci, sur l'ensemble des supports de communication, les publications et lors de toutes les interventions ou présentations orales dans le cadre d'opérations de relations publiques et de relations presse, réalisés dans le cadre de la Convention, pendant toute la durée de la Convention.

Le format et l'emplacement de ces mentions seront déterminés d'un commun accord entre les Parties, en tout état de cause, leur format sera au moins aussi important que celui des mentions des éventuels autres partenaires du Bénéficiaire. De manière générale, le Bénéficiaire s'engage, dans l'ensemble de ses actions de communication, d'information et de promotion à ne pas porter atteinte à l'image ou à la renommée de la Caisse des Dépôts.

A ce titre, le Bénéficiaire s'oblige à soumettre, dans un délai minimal de quinze (15) jours avant sa divulgation au public, à l'autorisation préalable et écrite de la Caisse des Dépôts, le contenu de toute publication ou communication écrite ou orale relative à l'Etude.

La Caisse des Dépôts pourra, pendant ce délai, demander des modifications ou s'opposer à toute communication qu'elle estimera de nature à porter atteinte à son image ou à sa renommée.

Toute utilisation, représentation ou reproduction des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire non prévue par le présent article, est interdite.

Aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations susvisées, la Caisse des Dépôts autorise le Bénéficiaire dans le cadre de l'Etude, à utiliser la marque française semi-figurative GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo n°04/3.332.494, constituant le logotype conformément à la représentation jointe en annexe 2.

A l'extinction des obligations susvisées, le Bénéficiaire s'engage à cesser tout usage de la marque susvisée et des signes distinctifs de la Caisse des Dépôts, sauf accord exprès contraire écrit.

7.2 Propriété intellectuelle

7.2.1- Exploitation des résultats de l'Etude

Dans le cadre de la Convention, le Bénéficiaire cède, à titre gratuit et non exclusif, à la Caisse des Dépôts l'ensemble des droits de propriété intellectuelle afférents aux résultats de l'Etude, notamment aux supports de communication, publications, documents et fichiers de présentation, études, compte-rendu d'activité et à tout document obtenu dans le cadre de la Convention, au fur et à mesure de leur réalisation et ce, pour une exploitation à titre gratuit, à savoir :

- le droit de reproduire, en tout ou partie, sur tout support connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, notamment sur supports papiers, électroniques ou numériques ;
- Le droit de représenter, en tout ou partie, par tout moyen connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, notamment par réseaux d'ordinateurs, ainsi qu'intranets et Internet ;
- Le droit d'adapter, de traduire et de diffuser, en tout ou partie, dans toutes les langues, dans tous les pays, pour tout public, sur tout support et par tout moyen connus et inconnus au jour de la signature de la Convention ;
- Le droit de céder tout ou partie des droits énoncés ci-dessus à tout tiers.

La présente cession est conclue pour la durée de protection légale des droits de propriété intellectuelle y afférent et pour le monde entier.

Le Bénéficiaire déclare être titulaire des droits de propriété intellectuelle nécessaires à la cession des droits cédés telle que visée au présent article.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toute action, revendication ou réclamation intentée par des tiers contre cette dernière, sur la base des droits de propriété intellectuelle cédés en vertu de la Convention et s'engage à faire son affaire et à prendre à sa charge les frais, honoraires et éventuels dommages et intérêts qui découleraient de tous les troubles, actions, revendications et évictions engagés contre la Caisse des Dépôts au titre d'une exploitation desdits droits conforme aux stipulations du présent article.

Le Bénéficiaire s'engage à prendre toute mesure nécessaire afin de garantir l'exploitation paisible desdits droits par la Caisse des Dépôts, notamment à l'égard de son personnel et de ses éventuels sous-traitants.

En conséquence, le Bénéficiaire garantit avoir obtenu l'ensemble des autorisations et cessions de droits nécessaires, et respecter les lois et règlements en vigueur, pour exécuter les engagements à sa charge dans le cadre de la Convention.

La Convention n'emporte aucune autre cession ou concession de droits de propriété intellectuelle, quels qu'ils soient, notamment les Parties demeurent seules propriétaires de leurs signes distinctifs respectifs.

7.2.2 - Utilisation des documents de la Caisse des Dépôts par le Bénéficiaire

La Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à reproduire, représenter, diffuser, à des fins de communication, promotion et information interne et externe dans le cadre de l'Etude, dans le monde entier, les documents de présentation d'information et de promotion des activités de la Caisse des Dépôts, tels que visés à l'article 2 de la Convention, et ce, sur tout support et par tout procédé connu ou inconnu au jour de la signature de la Convention, aux seules fins d'exécution et pour la durée des obligations à la charge du Bénéficiaire en vertu de la présente Convention.

7.3 Liens hypertextes

Dans le cadre de l'Etude, la Caisse des Dépôts autorise expressément le Bénéficiaire à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse www.caissedesdepots.fr et ce pour la durée de diffusion des communications relatives à l'Etude.

A ce titre, la Caisse des Dépôts garantit le Bénéficiaire contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur les sites Internet www.caissedesdepots.fr et notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Réciproquement, le Bénéficiaire autorise expressément la Caisse des Dépôts à établir un ou des liens hypertextes simples pointant vers son site situé à l'adresse www.brest.fr, et ce pour la durée de diffusion des communications relatives à l'Etude.

A ce titre, le Bénéficiaire garantit la Caisse des Dépôts contre toutes actions, réclamations ou revendications intentées par des tiers en raison des contenus figurant sur son site Internet www.brest.fr, notamment les documents ou données disponibles sur le site objet des liens, ou de l'utilisation ou de la consultation de ce site Internet.

Article 8 – Durée de la Convention

La Convention prend effet à compter de sa signature par les Parties et est conclue pour une durée déterminée, qui s'achèvera au plus tard le **30 juin 2021**, sous réserve des articles 6 [*confidentialité*] et 7 [*Communication et propriété intellectuelle*] et 9.3 [*Restitution*], dont les stipulations resteront en vigueur pour la durée des droits et obligations respectives en cause.

Article 9 - Résiliation

9.2.1. Résiliation pour faute

En cas de mauvaise exécution ou d'inexécution par une des Parties de ses obligations contractuelles, la Convention sera résiliée de plein droit par l'autre Partie, après une mise en demeure par lettre recommandée avec avis de réception, restée infructueuse après un délai de trente (30) jours calendaires à compter de son envoi, nonobstant tous dommages et intérêts auxquels elle pourrait prétendre du fait des manquements susvisés.

9.2.2. Résiliation pour force majeure ou empêchement

Si le Bénéficiaire se trouve empêché, par un évènement de force majeure, de faire réaliser l'Etude définie à l'article 1 de la présente Convention, celle-ci sera résiliée de plein droit, sans indemnité, trente (30) jours calendaires après notification à la CDC, par lettre recommandée avec avis de réception, de l'évènement rendant impossible l'exécution de la Convention.

Aucune des Parties ne sera responsable du manquement ou du non-respect de ses obligations dues à la force majeure. Sont considérés comme cas de force majeure ou cas fortuit, ceux habituellement retenus par la jurisprudence des cours et tribunaux français et communautaires.

De même, la Convention sera résiliée de plein droit en cas de dissolution du Bénéficiaire.

9.2.3. Conséquences de la résiliation

En cas de résiliation de la Convention, le Bénéficiaire est tenu de restituer à la Caisse des Dépôts, dans les trente (30) jours de la date d'effet de la résiliation, les sommes déjà versées, dont le Bénéficiaire ne pourrait pas justifier de l'utilisation. La ou les sommes qui n'auraient pas encore été versées ne seront plus dues au Bénéficiaire.

9.3. Restitution

Les sommes versées par la CDC conformément à l'article 4 ci-dessus, et pour lesquelles le Bénéficiaire ne pourra pas justifier d'une utilisation conforme aux objectifs définis dans le cadre de la présente Convention, sont restituées sans délai à la CDC, et ce, sur simple demande de cette dernière.

Dans tous les cas de cessation de la Convention, le Bénéficiaire devra remettre à la CDC, dans les trente (30) jours calendaires suivant la date d'effet de la cessation de la Convention et sans formalité particulière, tous les documents fournis par la Caisse des Dépôts et que le Bénéficiaire détiendrait au titre de la Convention.

Article 10 - Dispositions générales

10.1 Élection de domicile – Droit applicable - Litiges

Les Parties élisent respectivement domicile en leur siège figurant en tête des présentes

La Convention est soumise au droit français. Tout litige concernant la validité, l'interprétation ou l'exécution de la Convention sera, à défaut d'accord amiable, soumis aux tribunaux compétents du ressort de la juridiction de Paris.

10.2 Intégralité de la Convention

Les Parties reconnaissent que la Convention ainsi que ses annexes constituent l'intégralité de l'accord conclu entre elles et se substituent à tout accord antérieur, écrit ou verbal.

10.3 Modification de la Convention

Aucun document postérieur, ni aucune modification de la Convention, quelle qu'en soit la forme, ne produiront d'effet entre les Parties sans prendre la forme d'un avenant dûment daté et signé entre elles.

10.4 Cession des droits et obligations

La Convention est conclue *intuitu personae*, en conséquence le Bénéficiaire ne pourra transférer sous quelle que forme que ce soit, à titre onéreux ou gratuit, les droits ou obligations découlant de la Convention, sans l'accord exprès, préalable et écrit de la Caisse des Dépôts.

La Caisse des Dépôts pourra quant à elle librement transférer les droits et obligations visés par la Convention.

10.5 Nullité

Si l'une quelconque des stipulations de la Convention s'avérait nulle au regard d'une règle de droit en vigueur ou d'une décision judiciaire devenue définitive, elle serait alors réputée non écrite, sans pour autant entraîner la nullité de la Convention, ni altérer la validité des autres stipulations.

10.6 Renonciation

Le fait que l'une ou l'autre des Parties ne revendique pas l'application d'une clause quelconque de la Convention ou acquiesce de son inexécution, que ce soit de manière permanente ou temporaire, ne pourra être interprété comme une renonciation par cette Partie aux droits qui découlent pour elle de ladite clause.

Fait en trois exemplaires,

A....., le.....

Pour le Bénéficiaire
François Cuillandre
Président de Brest métropole

Pour la Caisse des dépôts et consignations
Gil Vauquelin, directeur régional

PROJET

Annexe 1 : Projet de cahier des Charges et calendrier de l'Etude

A compléter

PROJET

Annexe 2 :

Logotype de la CDC : Marque GROUPE CAISSE DES DEPOTS & Logo

G R O U P E



Ce logotype se caractérise par les éléments suivants :

- les 3 couleurs utilisées sont le rouge Pantone 485 – gris Pantone 430 – noir,
- quand il est utilisé sur aplats de couleur et visuels, son blanc tournant, qui en fait partie intégrante, préserve son impact ;
- sa hauteur minimale est de 17,5 mm, ce qui préserve la visibilité de la médaille

Annexe 3 : Budget de l'Etude et pourcentage de financement des différents partenaires du Bénéficiaire

A compléter

PROJET